

Allemagne : la relance budgétaire face à l'érosion de la compétitivité

Céline Antonin, IFE-OFCE, DAP

Version en ligne de la prévision : www.ofce.fr/prev/prev2609

Dans cette prévision :

France

- Contexte macroéconomique
- Cadrage et prévision
- Emploi
- Ménages
- Entreprises
- Finances publiques
- Commerce extérieur

International

- Synthèse internationale
- Politique monétaire
- Finances publiques
- Inflation
- Marché du travail
- Commerce international

Analyses Pays

Allemagne

- Espagne
- Royaume-Uni
- États-Unis
- Chine
- Asie (hors Chine)

Comptes Pays

- Allemagne
- Espagne
- France
- Italie
- Royaume-Uni
- États-Unis

Veillez citer ce travail comme suit :

Céline Antonin (2026). « Allemagne : la relance budgétaire face à l'érosion de la compétitivité », *Prévisions d'octobre 2026*, IFE|OFCE.

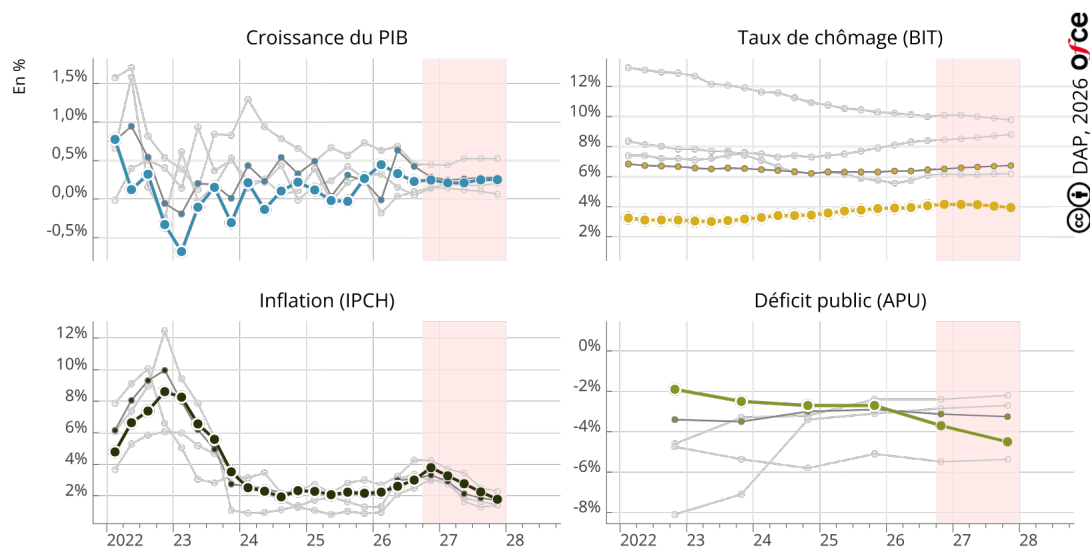
Contact

Institut Français d'économie
10 place de Catalogne
75014 Paris, FRANCE
Tel : +33 1 44 18 54 24
<https://www.ofce.fr>

Allemagne : la relance budgétaire face à l'érosion de la compétitivité

Céline Antonin

Graphique 1 : Allemagne, principaux indicateurs économiques



Note : La zone euro est en gris foncé.

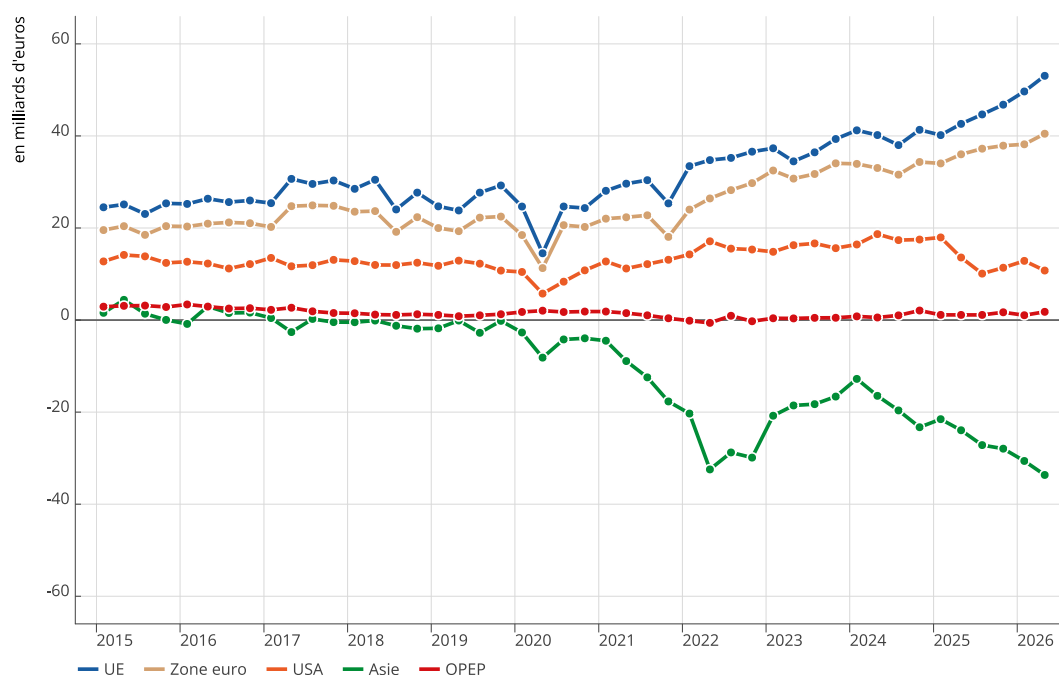
Sources : Destatis, Eurostat, prévision IFE-OFCE octobre 2026.

1 Un premier semestre 2026 porté par un rebond des exportations

Après une croissance nulle entre le premier trimestre 2022 et le quatrième trimestre 2025, l'économie allemande a renoué avec une croissance plus vigoureuse au premier semestre 2026 : le PIB a progressé de 0,4 % au premier trimestre, puis de 0,3 % au

deuxième trimestre, portant l'acquis de croissance à 0,9 % en 2026. Ce rebond a surtout été marqué par le commerce extérieur et l'amélioration de la balance commerciale : au deuxième trimestre 2026, les exportations en volume ont augmenté de 3,5 % par rapport au deuxième trimestre 2025. Cette évolution s'explique notamment par la forte progression des exportations de biens (+4,7 %), tandis que les exportations de services ont légèrement reculé (-0,2 %). Ce sursaut intervient après plusieurs années de décrochage vis-à-vis de la demande mondiale : en volume, les exportations de biens restent proches de leur niveau de 2019, alors que le commerce mondial de marchandises a progressé d'environ 18 % sur la même période¹. Le rebond récent vient surtout de l'Union européenne, en particulier de la France et des Pays-Bas. Il se reflète dans les soldes commerciaux : au premier semestre 2026, l'excédent avec l'UE atteint un niveau record, y compris rapporté au PIB (4,5 % du PIB), tandis que le déficit avec l'Asie continue de se creuser (graphique 2).

Graphique 2 : Solde commercial de l'Allemagne avec différentes zones, en valeur



Source : Destatis.

Ce profil (des exportations dynamiques et une demande intérieure modérée) pourrait laisser croire à un retour au modèle de croissance traditionnel de l'Allemagne. Pourtant, il ne devrait pas durer : l'embellie reste conjoncturelle et ne compense pas les pertes de parts de marché accumulées, qui s'expliquent à la fois par une dégradation de la compétitivité-prix et hors prix : progression des salaires, coût de l'énergie, faiblesse de l'investissement, spécialisation défavorable dans les « anciennes » industries, etc.

¹Source : CPB World Trade Monitor July 2026, septembre 2026.

La consommation publique a nettement soutenu l'activité au premier semestre 2026², portée par la montée en charge des fonds spéciaux (infrastructures et défense). À l'inverse, la demande privée est restée faible : pénalisés par l'inflation et un marché du travail dégradé, les ménages ont réduit leur consommation de 0,6 % au premier trimestre avant une quasi-stagnation au deuxième trimestre (+0,1 %). L'investissement productif privé est resté atone, avec un recul des dépenses en biens d'équipement (−1,7 %, puis −1,4 %), notamment sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie liée à la guerre en Iran. Seule la construction s'est stabilisée au deuxième trimestre après son repli initial.

Sur le marché du travail, le recul de l'emploi s'est poursuivi avec une perte de 109 000 emplois entre le quatrième trimestre 2025 et le deuxième trimestre 2026 : la population active ayant baissé de façon concomitante (−130 000 personnes), le taux de chômage est resté stable autour de 3,9 % de la population active. Quant aux prix, le taux de croissance de l'IPCH est passé de 2,3 % (en glissement annuel) en février à 3,3 % en septembre, tiré par la composante énergie (+13,4 % sur un an), tandis que l'inflation sous-jacente restait stable à 2,5 %. Les prix à la production accélèrent nettement, signe qu'une partie des surcoûts énergétiques accumulés depuis le début du choc n'a pas encore été répercutée sur les prix à la consommation.

On pourrait espérer que la reprise entrevue au premier semestre se consolide. Deux éléments invitent pourtant à la prudence. D'abord, un choc exceptionnel devrait peser sur l'activité au troisième trimestre 2026 : la sécheresse a fait chuter le niveau du Rhin à son plus bas depuis 1969, ce qui pénalise l'approvisionnement en produits intermédiaires de la chimie, de la sidérurgie et du BTP (voir encadré). Ensuite, et surtout, le rebond des exportations paraît temporaire : il ne s'appuie sur aucune amélioration de la compétitivité, qui continue au contraire de se dégrader. La croissance de 2026-2027 devrait donc reposer moins sur le commerce extérieur que sur la demande intérieure, portée par la relance budgétaire.

Encadré 1: Les basses eaux du Rhin : un choc temporaire

L'été 2026 a été marqué par des niveaux d'eau exceptionnellement bas sur les fleuves allemands, et la navigation y est perturbée de manière quasi continue depuis le 10 juillet. Ce type d'épisode s'est déjà produit : en 2018, environ 80 jours de basses eaux avaient réduit la croissance du PIB allemand d'environ 0,3 point, et le niveau était de nouveau descendu sous le seuil critique en 2022³.

Le fret fluvial reste marginal dans le transport de marchandises en Allemagne : il ne représente plus que 4 % des tonnes transportées en 2024 (contre 6 % en 2000), essentiellement concentré sur des produits intermédiaires lourds (minerais, charbon, produits pétroliers, chimie de base, sable et graviers). Certaines branches particulièrement dépendantes (tabac, chimie, verre-céramique) sont implantées à proximité des grands axes fluviaux et donc plus e

Nous retenons l'évaluation réalisée par l'IFO, qui estime le déficit de production du secteur manufacturier à 0,4 point au troisième trimestre 2026, soit environ 0,1 point de

²La contribution de la consommation publique à la croissance du premier semestre 2026 représente 0,4 point.

³Ademmer M., Jannsen N. et Meuchelböck S. (2023), « Extreme Weather Events and Economic Activity: The Case of Low Water Levels on the Rhine River », *German Economic Review*, 24(2).

PIB en moins. Cet effet temporaire devrait s'estomper au quatrième trimestre 2026, avec la normalisation attendue des niveaux d'eau à l'automne.

2 Fin 2026-2027 : une croissance tirée par les dépenses publiques et l'investissement

2.1 La politique budgétaire devrait rester le principal levier de la croissance

Au deuxième semestre 2026, les dépenses additionnelles devraient soutenir la consommation publique et l'investissement. L'impulsion budgétaire atteindrait 38 milliards d'euros en 2026, soit 0,8 point de PIB. Les dépenses additionnelles liées à la défense (7 milliards d'euros) et aux infrastructures et à la neutralité carbone (12 milliards) en représenteraient la moitié. L'autre moitié proviendrait surtout d'allègements fiscaux (13,5 milliards d'euros), dont l'amortissement accéléré des investissements des entreprises prévu par le programme d'investissement immédiat (3,4 milliards). S'y ajouteraient les dépenses du fonds climat et transformation (2,3 milliards d'euros) et des mesures de soutien face aux prix de l'énergie (2,2 milliards d'euros en net), dont la baisse des tarifs d'utilisation des réseaux électriques (voir tableau 1). Dès 2027, l'impulsion baisserait : les nouvelles dépenses seraient compensées par la non-augmentation des seuils de l'impôt sur le revenu, le relèvement des cotisations sociales (maladie, dépendance, chômage) ainsi que les mesures de consolidation engagées par l'État fédéral et les Länder.

Au total, le déficit public se creuserait nettement : 2,7 % du PIB en 2025, 3,7 % en 2026, puis 4,5 % en 2027. La dette publique croîtrait, passant de 63,5 % en 2025 à 67,1 % du PIB en 2027.

Tableau 1 : Impulsions budgétaires 2026-27

	En points de PIB	
	2026	2027
Fonds infrastructures	0,26	0,22
Fonds défense	0,15	0,22
Plans énergie	0,05	0,01
Autres mesures structurelles	0,37	-0,10
Total	0,84	0,35

Sources : Textes budgétaires, prévision IFE-OFCE octobre 2026

2.2 L'investissement privé reprendrait des couleurs en 2027

La FBCF serait quasiment stable en 2026 (-0,3 %), avant un net rebond en 2027 (+3,1 %). L'investissement en équipement stagnerait en 2026, les entreprises restant attentistes dans un contexte de perspectives extérieures incertaines, avant d'accélérer nettement en 2027 (+5,0 %), porté par l'amélioration du taux d'utilisation des capacités productives et par le rattrapage cyclique de l'activité. L'investissement en construction, freiné par la remontée des taux d'intérêt, reculerait en 2026 (-1,6 %) avant de se redresser en 2027 (+1,8 %). Les autres investissements, notamment les postes logiciels, recherche

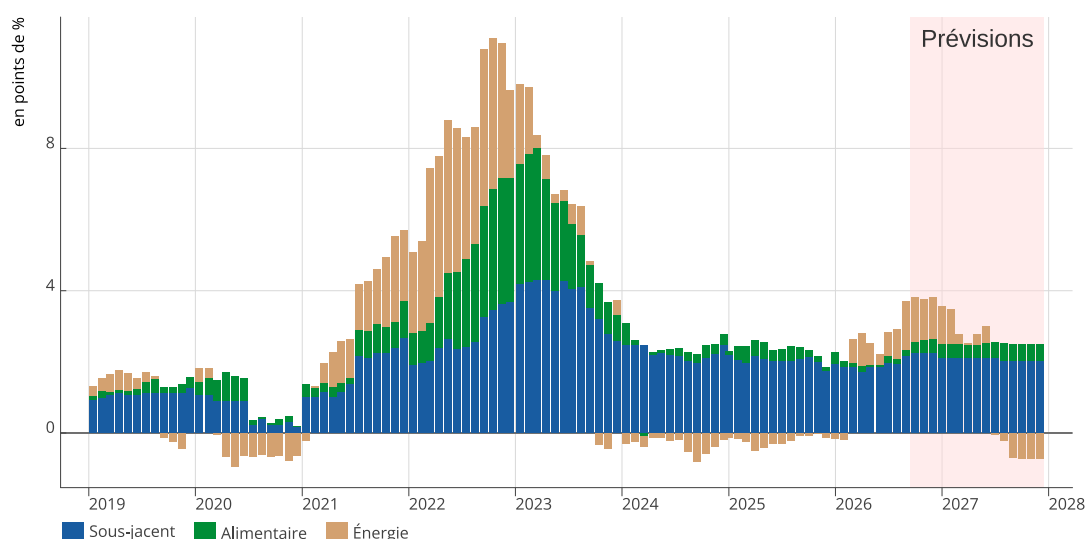
et développement liés au développement de l'intelligence artificielle, resteraient dynamiques sur l'ensemble de la période.

2.3 Une inflation toujours élevée

La consommation des ménages serait peu dynamique (0,3 % en 2026 et 0,6 % en 2027). En effet, le revenu disponible réel ne progresserait que faiblement (0,2 % en 2026 et 0,5 % en 2027), la hausse des revenus nominaux étant en grande partie absorbée par l'inflation.

Au total, avec notre scénario central de prix de l'énergie (voir le tableau des principales hypothèses), le taux de croissance de l'IPCH se situerait autour de 2,9 % en moyenne annuelle en 2026, puis refluerait vers 2,5 % en 2027 (graphique 3). Malgré le reflux de la composante énergétique en 2027, la répercussion différée du choc énergétique sur les prix des biens et services maintiendrait l'inflation sous-jacente autour de 2,5 % en 2027 (après 2,6 % en 2026).

Graphique 3 : Contributions à la croissance de l'IPCH



Note : Contributions à la croissance annuelle des prix à la consommation, en points de %.
Sources : Destatis, calculs IFE-OFCE, prévision IFE-OFCE octobre 2026.

2.4 Une dégradation de la compétitivité allemande et une perte de parts de marché qui se poursuivrait en prévision

Les salaires bruts progresseraient de façon dynamique, surtout en 2026 (+4,0 % en 2026 et 2,9 % en 2027), soutenus par les accords salariaux et par le relèvement du salaire minimum⁴, supérieur au rythme salarial général. Les coûts salariaux unitaires, après avoir bondi de 5,4 % en 2024 et 4,5 % en 2025, continueraient à progresser quoiqu'à un rythme plus lent (+2,8 % en 2026, +2,5 % en 2027). Malgré une amélioration des parts de marché

⁴Le salaire minimum passerait de 13,90 € en 2026 à 14,60 € en 2027.

au premier semestre 2026, celle-ci paraît conjoncturelle : concentrée sur quelques marchés européens, elle ne concerne pas l'automobile, dont les exportations ont reculé de 5,8 % sur le semestre, et s'est interrompue dès juillet 2026. Faute d'amélioration de la compétitivité-coût, la tendance de fond de pertes de parts de marché se poursuivrait. En conséquence, les exportations ralentiraient fortement dès 2027, passant d'un rythme de 3,2 % en 2026 à 1,3 % en 2027.

2.5 Emploi en berne

L'emploi total reculerait nettement en 2026 (–240 000), avant un repli plus modéré en 2027 (–172 000). Les heures travaillées baisseraient moins, car les minijobs, à temps très réduit, expliquent environ 40 % de ce recul.

Plutôt que de recruter, les entreprises absorberaient le regain d'activité grâce à une meilleure utilisation de leurs capacités et de la main-d'œuvre qu'elles avaient retenue pendant la phase basse du cycle. La durée du travail par tête resterait quasi stable (+0,1 % en 2026, stable en 2027), sa légère hausse reflétant surtout la disparition de minijobs à temps très partiel.

Parallèlement, la productivité horaire progresserait fortement (+1,5 % en 2026, +1,3 % en 2027). Il s'agirait toutefois d'un rattrapage cyclique plus que d'un redressement de la tendance : entre 2019 et 2025, la productivité n'a progressé que de 2,2 %, soit environ 2 points de moins que ne l'aurait impliqué sa tendance d'avant-crise (+0,7 % par an). Ce retard serait en grande partie comblé en 2027, l'écart revenant à environ 0,6 point.

Malgré la baisse tendancielle de la population active, le taux de chômage (au sens du BIT) progresserait en 2026, sous l'effet de la forte contraction de l'emploi, passant de 3,7 % en 2025 à 4,0 % en 2026. Il se stabiliserait ensuite autour de 4,1 % en 2027.

Tableau 2 : Prévisions 2026-2027 pour l'Allemagne

	2025		2026				2025	2026	2027
<i>en %</i>	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
PIB^a	-0,0	0,3	0,4	0,3	0,2	0,2	0,3	1,1	0,9
PIB par habitant ^a	0,0	0,3	0,5	0,4	0,2	0,2	0,3	1,2	1,0
Consommation ménages ^a	-0,1	1,0	-0,6	0,1	0,2	0,2	1,4	0,3	0,6
Consommation publique ^a	0,8	1,2	0,9	0,1	0,4	0,4	1,7	2,8	1,5
FBCF totale ^{a,b}	0,2	1,2	-1,3	-0,2	0,5	0,7	-0,4	-0,3	3,1
<i>dont</i> : productive privée ^a	0,2	-3,9	5,9	-0,9	0,3	0,8	-2,1	2,2	3,3
logement ^a	-0,5	0,4	-1,4	-1,0	0,2	0,5	-2,3	-2,2	1,7
APU ^{a,b}	1,8	20,5	-21,0	3,8	1,8	0,8	9,6	-4,9	5,0
Exportations ^{a,c}	-0,7	-0,1	2,4	2,0	0,2	0,2	-0,8	3,2	1,3
Importations ^{a,c}	-0,2	0,5	0,5	1,5	0,4	0,5	3,0	2,4	2,3
Demande intérieure ^{a,d,e}	0,2	1,0	-0,4	0,1	0,3	0,3	1,1	0,7	1,3
Variations de stocks ^{a,e}	12,4	7,7	8,3	8,8	8,8	8,8	0,7	-0,1	0,0
Commerce extérieur ^{a,c,e}	-0,2	-0,2	0,8	0,2	-0,1	-0,1	-1,4	0,4	-0,3
Inflation ^f	2,2	2,2	2,2	2,6	3,0	3,8	2,2	2,9	2,5
Taux de chômage ^g	3,8	3,9	3,9	3,9	4,0	4,1	3,7	4,0	4,1
Solde courant ^h	—	—	—	—	—	—	4,5	4,5	4,6
Déficit public ^h	—	—	—	—	—	—	-2,7	-3,7	-4,5
Dettes publiques ^h	—	—	—	—	—	—	63,5	64,7	67,1
Impulsion budgétaire ⁱ	—	—	—	—	—	—	0,1	0,8	0,3

^a En volume, aux prix chaînés. ^b FBCF: Formation Brute de Capital Fixe ; APU: Administrations Publiques. ^c Biens et services. ^d Demande intérieure hors variation de stocks. ^e Contribution à la croissance du PIB. ^f Evolution de l'indice des prix à la consommation (IPC ou IPCH selon les pays). Pour les trimestres, glissement annuel (T/T(-4)) des prix. Pour les années, croissance moyenne annuelle des prix. ^g Au sens du BIT, en % de la population active. Pour les trimestres moyenne trimestrielle, pour les années, moyenne annuelle. ^h En % du PIB annuel, en fin d'année. ⁱ Variation annuelle du déficit public (APU) structurel, en points de PIB.

Sources : Destatis, Eurostat, prévision IFE-OFCE octobre 2026.